



Le mirage de la puissance

Philippe Crevel

La France court derrière son histoire depuis plusieurs siècles. Elle surjoue depuis des années, ou plutôt les Français aiment à croire que leur pays demeure une grande puissance tout en passant leur temps à le dénigrer. Ils estiment que son abaissement n'est imputable qu'à ses dirigeants. Ce paradoxe national nourrit un imaginaire de grandeur contrariée : si la France a décliné, c'est qu'on l'a mal gouvernée.

Cette illusion, dans sa version moderne, naît en 1944, lorsque le général de Gaulle, avec le soutien de Winston Churchill — francophile et soucieux d'équilibrer la puissance soviétique — obtient que la France figure au rang des vainqueurs, au grand déplaisir des Américains. Devenue membre permanent du Conseil de sécurité et dotée de l'arme atomique, la France se persuade qu'elle parle d'égal à égal avec les États-Unis, la Russie ou la Chine. La « politique de grandeur » fut alors érigée en credo national : une façon de transformer la mémoire en destin.

Mais les mythes s'usent au contact du réel. La réunification allemande, la perte d'influence économique et le retour chronique des déficits publics — cette vieille fièvre hexagonale — ont mis fin à l'illusion. La France fait aujourd'hui jeu égal avec le Royaume-Uni, loin derrière les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et le Japon, et bientôt dépassée par l'Inde ou le Brésil. Dans le classement du PIB par habitant, elle glisse chaque année un peu plus bas : vingt-sixième au monde, derrière la Corée du Sud et juste devant l'Espagne, onzième

seulement dans l'Union européenne. La grandeur française ne se mesure plus à la puissance, mais à la nostalgie.

Dans les Mémoires d'Angela Merkel, la France n'occupe qu'une place marginale : un partenaire un peu fantasque, trop attaché à la dépense publique. Sur la scène internationale, l'exception française se résume désormais à la diplomatie d'Emmanuel Macron sur l'Ukraine. Pour le reste, Berlin regarde vers Washington.

Pourtant, le pays continue de surjouer. Il s'indigne de son déclin tout en refusant d'en tirer les conséquences pour provoquer un sursaut. Le déficit public s'élève à plus de 5 % du PIB ; la dette publique dépasse les 3 000 milliards d'euros. L'industrie, réduite à moins de 10 % du PIB, n'est plus qu'un souvenir, et la balance commerciale reste déficitaire depuis plus de vingt ans. Malgré les lézardes dans le village de Potemkine de la puissance française, le pays persiste dans le déni. L'idée qu'il peut tout se permettre demeure chevillée à l'esprit national. Le respect des règles économiques ou budgétaires passe pour mesquin, presque déplacé. Le mot d'ordre reste celui prêté au général de Gaulle : « l'intendance suivra ». Mais elle ne suit plus depuis bien longtemps.

Jusqu'ici, la France a bénéficié d'une indulgence européenne. Ses partenaires, eux aussi fragilisés, ont fermé les yeux. L'Allemagne, jadis si prompt à donner des leçons, reste silencieuse : elle-même lutte pour sortir de la récession et a dû annoncer un plan d'investissements de 800 milliards d'euros.

Mais cette mansuétude n'est pas éternelle. Plusieurs capitales rêvent de rappeler à Paris à la discipline que la France exigeait d'elles au temps des crises souveraines des années 2010. Le Portugal et l'Espagne n'ont pas oublié les sermons français de 2011 ; ils considèrent que l'heure est venue pour la France de se montrer plus modeste et d'accepter à son tour la cure de rigueur qu'elle prescrivait aux autres.

La crise politique actuelle marque peut-être la fin de l'exception française — celle d'un pays qui croyait pouvoir défier les lois de la gravité économique. Si les Français prennent conscience du poids réel de leur pays et des efforts à accomplir, ils auront alors franchi un cap majeur.

18/10/2025